

Le Cirque royal, suite et pas fin

Politique Diverses réactions, dont celles de Joëlle Milquet et d'Alda Greoli, au projet de Brussels Expo.

Brussels Expo est tellement sûr de l'issue du vote qu'il n'a même pas eu la décence d'attendre la décision officielle du Conseil pour présenter à la presse son projet, ce qui constitue une gifle arrogante et inadmissible au fonctionnement démocratique et au rôle des conseillers communaux qui représentent la population." C'est en ces termes que Joëlle Milquet, chef de file du CDH de la Ville de Bruxelles, a réagi à la présentation de presse organisée par Brussels Expo lundi 14 novembre alors que le conseil communal ne votera que le 21. Dans nos éditions de mardi matin, nous relayions les grands objectifs de l'ASBL pour une "redynamisation" du lieu.

Par ailleurs, Joëlle Milquet invite, dans le même communiqué de presse, le conseil communal à voter contre la reprise de la gestion du Cirque royal par Brussels Expo. Ceci dit, il y a de fortes chances que le vote se déroule majoritairement contre opposition.

Comme nous le rappelions, le Collège de la Ville de Bruxelles annonçait, jeudi 10 novembre, que la gestion du Cirque royal serait dorénavant assu-

rée par l'ASBL Brussels Expo aux dépens du Centre culturel du Botanique. La Ville, propriétaire du Cirque royal, a cassé l'an dernier la convention qui la liait depuis 1999 au Botanique - qui dépend de la Fédération Wallonie-Bruxelles - et décidé d'en confier la gestion à Brussels Expo à partir du 30 juin 2017.

De son côté, Jean Demannez, président du Conseil d'administration du Botanique, a annoncé mercredi matin sur VivaBruxelles qu'il envisageait d'introduire un recours si le conseil communal de lundi prochain avalise bien la décision du Collège de la Ville de Bruxelles de confier la gestion du Cirque royal à Brussels Expo. "Si nous déposons un recours, ce sera sur la régularité de l'appel d'offres", explique Jean Demannez.

Enfin, la ministre Alda Greoli, ayant notamment dans ses attributions la Culture, s'est de son côté émue, mercredi après-midi, devant le parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles de la situation. A une question de la députée Véronique Salvi (CDH), Alda Greoli a répondu: "On ne m'ôtera pas de l'idée que l'on semble quitter la destination culturelle d'un lieu apprécié par tous pour en faire un lieu d'événementiel (culturel et touristique). Ce n'est pas un mal en soi, mais vous comprendrez très certainement que la ministre de la Culture que je suis s'en émeuve tout de même."

M.-A.G.